



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

Date d'affichage : 20 JAN. 2026

Service sécurités juridiques  
Direction Générale Adjointe Missions régaliennes, ressources et solidarités

CB

**OBJET : DELEGATION DE SIGNATURE DONNEE A MONSIEUR AZEDINE DAHMANI, CHEF DE SERVICE DE LA POLICE MUNICIPALE**

***LE MAIRE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE***

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-19, L. 2122-20, L.2122-30, L.2213-14, R. 2122-8 et R.2213-17, qui confère le droit au Maire de déléguer sa signature,

Vu la délibération municipale en date du 5 juillet 2020 portant élection du Maire,

Vu l'organigramme fonctionnel des services de la Ville,

***CONSIDERANT***

Que Monsieur DAHMANI Azedine exerçant les fonctions de chef de la police municipale,

Qu'il est nécessaire, dans une logique de bonne administration communale, de lui déléguer ma signature pour les courriers de réponse au recours gracieux concernant le stationnement payant.

***ARRETE***

**Article 1<sup>er</sup>** : En application de l'article L.2122-19 du Code général des collectivités territoriales, il est donné délégation de signature à Monsieur DAHMANI Azedine exerçant les fonctions de chef de la police municipale pour :

- Signer les courriers de réponse au recours gracieux concernant le stationnement payant.

***PRECISE :***

Que le présent arrêté sera exécutoire dès qu'il aura été affiché et transmis à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine.

Que le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Villeneuve-la-Garenne dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (article L.411-7 C.R.P.A).

Que le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise par courrier ou sur le site télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Que le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux.

Fait à Villeneuve-la-Garenne, le **20 JAN. 2026**



**Pascal PELAIN,**

**Maire de Villeneuve-la-Garenne  
Conseiller Régional d'Ile-de-France  
Conseiller délégué de la Métropole du Grand Paris**